

LUTTE OUVRIERE

TEXTES

D'ORIENTATION

Décembre 1975

Rapport sur la situation intérieure

I Le glissement de la Cinquième République vers un régime ressemblant de plus en plus à celui de la Quatrième, a été illustré en particulier par le débat sur la loi Veil, loi qui n'a été votée que grâce aux voix de la gauche, et contre un grand nombre de parlementaires de la majorité. En fait, la cohésion, toute relative, de la majorité ne se maintient que par la menace virtuellement brandie d'une dissolution de l'assemblée et d'élections anticipées. Celles-ci ne pourraient certes au sein de la majorité, qu'être défavorables à l'U.D.R., mais au total, si l'on en croit les résultats des différentes élections partielles qui ont eu lieu depuis septembre 1974, elles seraient surtout défavorables à la droite. Ce risque électoral permettra peut-être de maintenir le statu-quo jusqu'aux prochaines élections législatives, prévues pour 1978. Mais même dans ce cas-là, ce ne sera sans doute que reculer pour mieux sauter.

II Du côté de la gauche traditionnelle, la situation reste marquée par la querelle P.C.-P.S., qui a débuté au lendemain des élections partielles de septembre 1974, et qui -avec des hauts et des bas- n'a pas cessé depuis, et n'a pas de raison de cesser. Cette querelle n'est en effet que la réaction du P.C.F. au rééquilibrage de la gauche, réussi par le Parti Socialiste, si l'on en juge par les résultats des différentes élections partielles. Dans pratiquement toutes ces élections, le Parti Socialiste a vu ses scores électoraux progresser de façon sensible, essentiellement grâce à des voix provenant de l'électorat U.D.R.. ou centriste, mais également grâce au déplacement d'une petite frange de l'électorat du Parti Communiste. Il ne s'agit en fait que d'un faible déplacement de voix mais qui, étant donné le mode de scrutin actuel et le jeu des accords de désistement, pourrait avoir des répercussions importantes sur le nombre de sièges obtenus par chaque parti. Et c'est cela qui explique la mauvaise humeur du Parti Communiste Français.

Le P.C.F. ne perd d'ailleurs pas seulement des voix sur sa droite, il en perd aussi sur sa gauche, à chaque fois qu'à côté de son candidat se présente un candidat révolutionnaire. Les résultats des élections partielles montrent en particulier que les candidats de Lutte Ouvrière mordent plus sur l'électorat communiste que sur l'électorat socialiste. C'est un fait politiquement positif, mais dont il nous faudra tenir compte pour l'élaboration de notre axe de campagne, lors des prochaines élections générales, même si c'est un facteur dont le P.C.F. ne peut pas -publiquement du moins- faire état.

III Cette querelle n'a pratiquement aucune chance d'aboutir à une rupture complète entre le P.C. et le P.S., sauf dans le cas d'une forte montée de la classe ouvrière, qui amènerait le P.C.F. à gauchir fortement sa politique. L'alliance entre le P.C.F. et le P.S. ne pourra que se resserrer à l'approche des prochaines élections législatives, car c'est une nécessité pour l'un et l'autre partenaires. Si rupture il y avait, elle ne pourrait d'ailleurs venir que du Parti Socialiste, qui

lui a dans une certaine mesure le choix entre la recherche d'une alliance sur sa gauche, et celui d'un accord sur sa droite ; et non du Parti Communiste qui a pris l'initiative de cette querelle. Mais en attendant ces élections législatives, la querelle P.C.-P.S. risque de connaître de nouveaux rebondissements à l'approche des élections cantonales et des élections municipales, dans lesquelles les notables du Parti Socialiste ont besoin d'avoir les mains libres : pour pouvoir conclure éventuellement des accords locaux avec la droite.

IV Cette querelle n'a pas que des conséquences électorales. Elle joue également un rôle dans le gauchissement du P.C.F. et de la C.G.T. que l'on observe depuis quelques mois dans les entreprises, et dans la recrudescence d'activité des militants du P.C.F., qui se sentent manifestement mobilisés dans une lutte d'influence avec le Parti Socialiste.

V Mais c'est essentiellement la situation économique qui permet à la C.G.T. et au P.C.F. cette radicalisation. Car la plupart des luttes qui se sont déroulées ces derniers mois étaient des luttes défensives, soit pour la défense du niveau de vie des travailleurs (Chausson), soit, bien plus souvent, sur le problème de l'emploi, contre des licenciements ou contre les conséquences du chômage partiel. Dans ces luttes défensives, la C.G.T. et le P.C.F. peuvent d'autant plus facilement adopter une attitude radicale qu'ils ne craignent pas leur extension. C'est incontestable en ce qui concerne les luttes contre les licenciements, qui ne peuvent que très difficilement sortir du cadre de l'entreprise concernée. Mais c'est aussi relativement vrai en ce qui concerne les luttes salariales, car comme nous l'avions prévu il y a deux ans, les menaces qui pèsent sur l'emploi, les craintes qu'elles inspirent, font que l'on se trouve dans une situation où la classe ouvrière entre plus difficilement en lutte que par le passé, et où les centrales syndicales peuvent donc prendre l'initiative de luttes salariales prolongées, sans prendre, de leur point de vue, trop de risques quant à l'extension de celles-ci.

VI Cette situation n'est guère favorable aux militants révolutionnaires pour intervenir dans les luttes, et en prendre la direction, car ils n'ont souvent pas grand-chose d'autre à offrir, en fait de perspectives, que les militants réformistes. Il faut cependant noter que la grève d'Idéal-Standard, si elle s'est finalement terminée par un échec, a permis de confirmer, en reprenant l'exemple donné par la grève Lip de 1973, que les travailleurs n'étaient pas inaccessibles à l'idée de se payer sur le capital de l'entreprise, en cas de fermeture de celle-ci. Et c'est un axe d'intervention qu'il nous faudra reprendre, là où nous en aurons la possibilité. Il faut noter aussi que si l'extrême-gauche révolutionnaire n'a dirigé, dans l'année écoulée, aucune grande grève de manière aussi nette que ce fut le cas pour les militants du P.S.U., et de la C.F.D.T. de Lip en 1973, et pour nous, Lutte Ouvrière, en 1974, avec la grève du Crédit Lyonnais, il ne se trouve pratiquement plus un mouvement dans lequel l'influence de l'extrême-gauche ne se fasse sentir d'une manière ou d'une autre, dans les revendications ou les formes de lutte, à travers des militants de notre organisation ou d'autres tendances révolutionnaires, voire simplement à travers des militants syndicalistes radicaux, influencés par les révolutionnaires.

VII Dans une période qui ne lui est objectivement pas très favorable, l'extrême-gauche dans son ensemble a au moins maintenu ses positions organisationnelles. A l'intérieur de cette extrême-gauche, la situation est pratiquement la même qu'il y a un an. Les principales forces organisées sont celles du mouvement trotskyste, essentiellement la L.C.R., l'O.C.I. et nous. Mais le mouvement maoïste, pour parcellisé et émietté qu'il soit, existe toujours en tant que courant, la seule organisation non-trotskyste ayant un certain poids étant précisément celle qui se tient à cheval sur la frontière qui sépare le mouvement trotskyste du mouvement maoïste, et qui peut ainsi recruter au sein de ce dernier.

VIII Malgré les pronostics pessimistes souvent émis sur l'avenir de l'extrême-gauche, parfois même en son sein, celle-ci est donc désormais partie intégrante de la vie politique française. Mais le renforcement des courants gauchistes dans les entreprises doit être interprété avec prudence. Car il peut précisément être lié aux difficultés de la période, au découragement et à l'exaspération de certaines catégories de travailleurs.

Rapport sur la situation internationale

I La dégradation de la situation économique mondiale qui a été le fait marquant de l'année écoulée n'a pas modifié de façon notable les grandes tendances des relations internationales. L'impérialisme américain maintient son choix antérieur de substituer à la politique de guerre froide à l'égard de l'U.R.S.S. et de la Chine une politique de détente ; et de remplacer la politique de "containment", c'est-à-dire la défense rigide de la ligne de séparation des deux blocs, par une politique internationale plus souple, cherchant à maintenir l'ordre international par voie de négociations et d'accords avec l'Union Soviétique, voire avec la Chine.

II L'attitude de l'impérialisme à l'égard de la transformation de la physionomie politique de l'Indochine par la prise du pouvoir du G.R.P. à Saïgon, du F.U.N.K. au Cambodge et du Pathet Lao au Laos, constitue la principale illustration de la politique de détente.

C'est précisément son incapacité de vaincre militairement la guerre d'émancipation nationale des peuples d'Indochine qui avait conduit l'impérialisme vers la recherche d'une nouvelle manière de garantir le statu-quo international. Mais inversement, les progrès de la politique de détente, les cautions obtenues auprès de l'U.R.S.S. comme auprès de la Chine par les Etats-Unis, ont permis à ces derniers de limiter la portée de leur échec militaire, et de transformer leur départ de la péninsule indochinoise en un simple dégagement.

III La politique de détente a été marquée au cours de l'année par une série d'initiatives diplomatiques.

Au Moyen-Orient, l'impérialisme américain est engagé, avec au moins l'accord tacite de l'U.R.S.S., dans une tentative de limiter la tension entre Etats arabes et Israël, illustrée par l'accord signé entre Israël et l'Egypte. Cette tentative se poursuit par des négociations pour parvenir à un accord entre la Syrie et Israël et ultérieurement, entre tous les Etats de cette région. Le règlement négocié vers lequel on s'achemine --si règlement il y a-- sous l'égide des Etats-Unis et avec l'accord de l'U.R.S.S., se fait sur le dos du peuple palestinien.

Les Etats-Unis se préparent à résorber deux autres foyers de tension entre les deux blocs : à Cuba et en Corée. L'annonce de la levée partielle de l'embargo américain sur Cuba, comme la reconnaissance du régime de ce dernier pays par un certain nombre d'Etats d'Amérique Latine augurent du renversement de la politique d'ostracisme poursuivie jusqu'à présent. La conférence sur la Sécurité et la Coopération de Helsinki qui a officialisé la reconnaissance du statu-quo européen, notamment la division de l'Allemagne en deux, comme la suggestion faite par les Etats-Unis de tenir une conférence sur la Corée avec la participation de la Chine, illustrent la préoccupation des Etats-Unis d'associer l'U.R.S.S. et la Chine au règlement des différents contentieux entre blocs qui existent de par le monde.

IV La volonté systématique de favoriser les régimes les plus fiables en cas de guerre contre l'U.R.S.S., donc les plus anti-communistes ; le véto absolu contre toute participation d'un parti stalinien dans les gouvernements occidentaux, faisaient partie de la politique de guerre froide de l'impérialisme américain. Le remplacement de la politique de guerre froide par la politique de détente conduit à un certain assouplissement de l'attitude des Etats-Unis dans ces domaines.

L'impérialisme américain avait toléré, sinon favorisé, le remplacement de la dictature militaire grecque par un régime plus parlementaire. Il a également toléré, pour la première fois depuis le début de la guerre froide, l'entrée d'un P.C. --celui du Portugal-- dans un gouvernement situé dans sa zone d'influence. Il s'agit dans les deux cas d'un sous-produit de la détente. Cet assouplissement de l'attitude des Etats-Unis ne s'étend cependant pas jusqu'aux zones qu'ils considèrent comme leur chasse gardée directe. L'impérialisme américain continue à soutenir fermement le régime de Pinochet au Chili, la dictature militaire au Brésil, comme les régimes forts des autres pays d'Amérique Latine.

V Si la politique de détente et de maintien du statu-quo qui par voie de négociations à l'amiable est circonstancielle pour l'impérialisme, elle correspond à l'aspiration profonde de la bureaucratie soviétique.

Mais si les relations internationales nouvelles aboutissent à un certain assouplissement de l'attitude de l'impérialisme à l'égard des pays qui appartiennent à sa zone d'influence, elles n'ont pas du tout les mêmes répercussions sur les rapports entretenus par l'U.R.S.S. à l'égard de son glacis.

La bureaucratie soviétique sait trop bien que c'est par la force seule qu'elle garde le contrôle de ces Etats que leur tendance normale pousserait inéluctablement dans le camp occidental aussitôt que l'U.R.S.S. des bureaucrates relâcherait son emprise brutale.

Cependant la politique de force de la bureaucratie ne s'oppose pas seulement à toute évolution des Démocraties Populaires vers l'occident ; elle est aussi dirigée contre le prolétariat. La bureaucratie est la principale force anti-prolétarienne dans cette région du monde, comme elle l'avait montré en intervenant directement contre la classe ouvrière hongroise en 1956, ou plus récemment, en accordant son soutien au régime polonais en butte aux révoltes ouvrières de Gdansk en Pologne.

VI Cette nouvelle politique mondiale de l'impérialisme U.S. a cependant un caractère relatif. Même l'entente plus ou moins complète des grandes puissances ne peut empêcher l'équilibre mondial d'être sans cesse remis en cause par des mouvements d'émancipation nationale, par des crises politiques ou sociales, par des conflits entre petites nations, etc. Chaque remise en cause de l'équilibre implique l'éventualité d'une confrontation entre l'impérialisme américain et l'Union Soviétique. Et chaque confrontation lève un instant le masque de la détente pour montrer l'hostilité de fond qui oppose les U.S.A. à l'U.R.S.S.

La recherche du maintien de l'équilibre par voie de négociations entre grandes puissances n'empêche nullement que les Etats-Unis, une fois l'équilibre remis en cause, chercheront à favoriser son rétablissement sur la base la plus conforme à leurs intérêts. Politique de détente ne signifie pas renoncement des Etats-Unis à défendre leurs intérêts par d'autres moyens que ceux de la négociation. En Indochine même, malgré son choix du dégagement, les Etats-Unis ont continué à soutenir jusqu'au bout les régimes les plus dévoués à leurs intérêts. En Angola, ils soutiennent, en armes et en argent, le bloc F.N.L.A.-UNITA contre le M.P.L.A., malgré le fait que ce soutien maintient un foyer de tension en Afrique.

VII Les mouvements de guérilla nationalistes plus ou moins radicaux qui constituaient au cours des années

passées un des principaux facteurs permanents de remise en cause de l'ordre international, sous contrôle impérialiste, semblent marquer le pas. Certains sont parvenus à leur but totalement (dans les pays d'Indochine, en Guinée-Bissau, au Mozambique) ou partiellement (Angola). D'autres ont été vaincus ou résorbés. S'il reste des mouvements de guérilla en activité (au Dhofar ou aux Philippines par exemple), il n'y a rien de semblable à la puissante poussée du début des années soixante.

La stabilité dans les pays sous-développés et le contrôle strict de l'impérialisme sur leurs régimes sont cependant loin d'être assurés. C'est en particulier la situation en Afrique Noire qui est particulièrement instable, et pas seulement en raison de la guerre civile en Angola.

Les régimes fantoches mis en place par les anciennes puissances coloniales pour continuer à défendre leurs intérêts se sont usés au cours des quinze dernières années. Dans certains de ces pays, l'usure se manifeste par la succession rapide des coups d'Etats militaires. Dans d'autres, des régimes à l'origine entièrement à la dévotion du capital de l'ancienne puissance coloniale ont trouvé une certaine assise nationale et sont parvenus à prendre leurs distances à l'égard de leurs tuteurs en jouant un jeu de balance entre différentes puissances impérialistes, voire entre l'impérialisme et l'Union Soviétique. Dans d'autres encore, c'est au sein même de l'appareil d'Etat, et essentiellement de l'armée que sont apparus des courants radicaux, se fixant comme objectifs à la fois la conquête d'une plus grande indépendance à l'égard de l'impérialisme et un certain nombre de transformations économiques et sociales, dans le sens d'une certaine modernisation du pays. C'est évidemment le renversement de la monarchie moyennageuse de Haïlé Sélassié en Ethiopie et son remplacement par un comité militaire qui a été l'illustration la plus marquante de ce type d'évolution. Mais l'arrivée au pouvoir de Ratsiraka à Madagascar représente le même phénomène sous une autre forme. Par ailleurs, l'armée au pouvoir depuis plusieurs années en Somalie poursuit une politique semblable.

L'armée, seul corps structuré dans des pays de dictature, est en même temps le refuge, dans bien des pays sous-développés, de toute une partie de l'intelligentsia petite-bourgeoise. Elle est en certaines circonstances susceptible d'exprimer les aspirations de cette intelligentsia petite-bourgeoise qui souffre à la fois de la domination de l'impérialisme étranger et de la prédominance des structures économiques et sociales qui bouchent devant le pays la voie du progrès et devant l'intelligentsia elle-même la voie de toute promotion.

Si les dictatures militaires dites "progressistes" sur lesquelles sont susceptibles de déboucher ces courants sont condamnées à l'échec dans leurs tentatives d'engager leur pays sur la voie de transformations bourgeois radicales, si elles ne menacent en rien fondamentalement l'impérialisme, elles constituent cependant un facteur de remise en cause de l'ordre que les Etats-Unis sont obligés de rapiécer sans cesse.

Enfin, la liquidation de l'empire colonial portugais a conduit à un changement des rapports de forces en Afrique australe. Les régimes ségrégationnistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, où des minorités blanches imposent leur loi à des majorités d'Africains, se trouvent isolés. L'Afrique du Sud a commencé à assouplir sa politique à l'égard des Etats africains indépendants et constraint la Rhodésie à le faire. Malgré cet assouplissement, et peut-être précisément à cause de lui, ces régimes risquent de mettre le feu au mécontentement explosif qu'ils ont accumulé contre eux-mêmes par le traitement auxquels ils avaient soumis les masses noires. L'Afrique australe est destinée à devenir un des principaux points de tension du globe.

VIII Si l'ordre mondial au maintien duquel l'impérialisme américain veut associer l'Union Soviétique et la Chine est sans cesse remis en cause sous tel angle ou tel autre de par le monde, le seul endroit à l'heure actuelle où cette remise en cause ne se limite pas dans ses possibilités à un nouvel arrangement entre deux

bourgeoises, ou entre une bourgeoisie nationale et l'impérialisme, est le Portugal.

Le prolétariat portugais n'a certes pas atteint le degré de conscience où il se pose clairement le problème du pouvoir. Mais il a devant lui d'immenses possibilités d'organisation et d'intervention en tant que classe avec une politique et des objectifs propres susceptibles de déboucher sur une remise en cause de l'ordre capitaliste en Europe.

IX L'agitation autour du demi-cadavre de Franco a montré, au delà de la crise au sein des coteries dirigeantes espagnoles concurrentes pour le pouvoir, l'inquiétude de l'ensemble de la bourgeoisie devant tout ébranlement politique et social en Europe. Même si la bourgeoisie espagnole aspire à moderniser ses institutions, même si, pour l'ensemble de la bourgeoisie, la forme parlementaire de domination est plus satisfaisante que la dictature, le passage de l'une à l'autre peut déboucher sur des remous. Là bourgeoisie ne tient nullement à voir l'Espagne s'engager sur la même voie que le Portugal. Par ailleurs le régime parlementaire, malgré ses avantages sur d'autres plans, gêne aussi la bourgeoisie dans la mesure où il donne une place dans la vie politique au Parti Communiste qui, malgré son réformisme, est trop sensible à ce qui se passe au sein de la classe ouvrière.

X En tout état de cause, la politique de détente de l'impérialisme est un choix circonstanciel. L'impérialisme porte en lui-même la guerre. L'antagonisme profond entre le bloc des puissances impérialistes et l'Union Soviétique n'a pas disparu. L'orientation stratégique fondamentale de l'impérialisme américain demeure la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique. La politique de détente elle-même n'est rien d'autre qu'une manière pour l'impérialisme de préserver ses positions en prévision d'une guerre inéluctable.

Au delà des accords, c'est la stabilité et la prospérité relatives de l'économie du monde capitaliste qui constituaient le véritable fondement de la "coexistence pacifique" momentanée. L'aggravation de la crise en cours, avec toutes les convulsions sociales qu'elle a toutes les chances d'entraîner, poussera l'impérialisme à favoriser de nouveau les régimes durs, les dictatures militaires ou les fascismes et à s'engager dans une politique d'armement à outrance et dans la préparation ouverte de la guerre. Les illusions de la bureaucratie soviétique croyant assurer sa survie par la collaboration la plus étroite possible avec l'impérialisme seront alors ruinées.

La crise de l'économie capitaliste

La crise de l'économie capitaliste qui s'est manifestée dans un premier temps sous la forme d'une crise du système monétaire international, puis sous la forme d'un brutal renchérissement du prix de l'énergie, apparaît depuis la fin de 1974 comme une crise de surproduction généralisée. Après le "boom" de la production capitaliste en 1973, l'année 1974 a été l'année du tournant. L'année 1975 sera celle du recul général de la production.

Certes, l'économie de l'Occident capitaliste n'a jamais réussi à éliminer les fluctuations cycliques, contrairement aux fanfaronnades des partisans du système capitaliste. Mais pendant les trente dernières années, les fluctuations économiques des différents pays capitalistes n'étaient pas simultanées; par ailleurs, les récessions exprimaient plus souvent un ralentissement plus ou moins important dans la croissance qu'un recul de la production. Pour la première fois, depuis la guerre, l'ensemble du monde capitaliste est touché. Et il ne s'agit pas d'un simple ralentissement de la croissance, mais d'un recul général de la production.

La question reste ouverte de savoir si la première crise générale de l'économie capitaliste depuis la guerre se traduira par un effondrement aussi profond, suivi d'une dépression aussi longue, que la grande crise de 1929. Mais même si elle doit rester ce que les économistes appellent par euphémisme une "récession", le caractère général de cette "récession" marque un tournant dans l'économie capitaliste de l'après-guerre. La période de la croissance économique continue a pris fin. Il en résulte un certain nombre de conséquences aussi bien pour la classe capitaliste que pour la classe ouvrière.

1973-1974 : DU "BOOM" A L'EFFONDREMENT

En 1973, l'année même où le système monétaire international de l'après-guerre fut définitivement enterré, l'année de la "crise du pétrole", l'économie capitaliste mondiale a connu un emballement sans précédent depuis la guerre. Le produit national brut de l'ensemble des principaux pays capitalistes s'est accru de 6,75% en une année, moyenne nettement supérieure à ce qui s'était vu depuis la guerre. Le commerce mondial a connu un véritable bond : en l'espace d'une seule année, il s'est accru en volume de plus de 12%.

Mais cet ultime emballement était tout à fait artificiel. Il était favorisé par un gonflement incontrôlé et incontrôlable des crédits, par la mise en circulation d'une quantité exceptionnellement élevée de moyens de paiement. Dans un climat spéculatif, les Etats et -l'Etat américain en premier lieu- comme les entreprises privées, ont accru dans des proportions colossales, tant la quantité de monnaies fiduciaires et scripturales en circulation, que les crédits. Les seuls "euro-dollars" -crédits incontrôlés par les Etats, accordés en dollars par des banques non-américaines- ont connu dans le courant de la seule année 1973, un gonflement de 50% de leur volume!

Durant la deuxième partie de l'année 1974, le tour-
nant vers la dépression est amorcé au Japon, puis aux
Etats-Unis et en Allemagne, sans cependant encore attein-
dre la France ni un certain nombre d'autres grands pays
capitalistes. Sur l'ensemble de l'année 1974, la produc-
tion industrielle marque cependant déjà un fléchissement
en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon et en Grande-Bre-
tagne. L'indice de la production industrielle, établi
sur la base de la production de 1970, recule aux Etats-
Unis de 118 à 117 ; en Allemagne de 114 à 112 ; au Japon,
de 129 à 126. Il en est de même pour le produit national
brut. Cette notion de produit national est, certes, d'une
valeur très relative, car y sont comptabilisés aussi bien
des richesses réelles créées, que des services plus ou
moins saisissables. La tendance est cependant significa-
tive : alors que le produit national brut des Etats-Unis
par exemple s'est accru en 1973 de 5,9%, il a régressé de
2,2% en 1974 -d'où un manque à gagner de 8,1% ! Ce recul
est encore plus impressionnant dans le cas du Japon, pré-
senté pourtant il n'y a pas si longtemps, comme le proto-
type des miracles capitalistes. Après une progression de
10,2% en 1973, le produit national brut japonais a en
effet marqué un recul de 3,7% en 1974. Manque à gagner de
près de 14% donc !

Sur l'ensemble des plus importants pays capitalistes,
l'année 1974 a été globalement une année de stagnation,
avec une croissance de 0%.

Le commerce mondial a, de son côté, marqué le pas.
Il n'a, certes, pas encore amorcé en 1974 ce mouvement
de recul qui sera le sien en 1975. Mais sa progression
en volume est tombée des 12% de l'année précédente à
4,5%.

1975, UNE ANNEE DE CRISE

Les tendances amorcées en 1974 se sont agravées en
1975. Les pays comme la France ou l'Italie, qui avaient
encore réussi à maintenir leur production industrielle

en 1974, ont été touchés à leur tour. C'est ainsi que la production industrielle italienne du premier semestre 1975 a été de 12% inférieure à celle de la même période en 1974. Recul de la production de l'ordre de 5% en France au premier semestre, autant en Allemagne, 2,5% en Hollande. En un mot, le recul est général. Aux Etats-Unis, il avait atteint, au cours des trois premiers mois de l'année, 11%.

Signe autrement plus directement sensible de la crise : l'accroissement brutal du chômage. En France, même d'après les chiffres officiels, le nombre de demandes d'emplois non satisfaites a augmenté de 86% entre septembre 1974 et septembre 1975. Il y a plus d'un million de chômeurs en France, plus d'un million encore en Italie et en Allemagne, près de 8 millions, c'est-à-dire 8,3% de la population active aux Etats-Unis. Sur l'ensemble des pays industriels, le nombre total des chômeurs atteint officiellement 15 millions. Et il s'agit là du seul chômage total auquel s'ajoutent toutes les formes de chômage partiel.

D'après les prévisions, le produit national brut de la France aura reculé, pour la première fois depuis 1945, de 2,5% environ, celui de l'Allemagne de 4,5%, et celui des Etats-Unis de 4,7%. Le "manque à produire" des pays occidentaux, obtenu en faisant la différence entre leurs taux de croissance moyen depuis la guerre et le taux de recul de 1975, peut être chiffré à 450 milliards de dollars, soit près de 2000 milliards de francs.

Un chiffre de ce genre ne peut être que très indicatif, il donne cependant une idée : c'est l'équivalent de la production annuelle de la France et de la Grande-Bretagne réunies ! Même si la crise devait se résorber rapidement une telle perte gigantesque constitue une condamnation sans appel de l'économie capitaliste.

L'INFLATION ET LA CRISE

La crise actuelle qui, après sa phase monétaire initiale, apparaît clairement comme une crise de surproduction, concrétise la contradiction fondamentale de l'économie capitaliste entre la tendance au développement sans limite de la production et le caractère limité de la consommation solvable.

La crise, c'est-à-dire l'arrêt plus ou moins brutal de la croissance seul moyen d'adapter après coup une production anarchique à une consommation solvable limitée, survient après une période de prospérité relative exceptionnellement longue. Les récessions n'ont pas manqué depuis la guerre, mais elles n'ont jamais pris un caractère général.

Bien des facteurs expliquent la longueur sans précédent de cette période sans crise majeure. La croissance correspondant à la période de reconstruction de l'après-guerre a été relayée par la croissance de secteurs nouveaux ou produisant pour un marché nouvellement élargi. Dans le domaine des articles de consommation, en particulier semi-durables (télévisions, transistors, appareils ménagers, automobiles, etc...) comme dans le domaine des biens d'investissement (automatisation, etc...). Par ailleurs, la multiplication et la diversification des branches de production a atténué les effets des cycles particuliers de chaque branche sur l'ensemble de l'économie, modifiant par là-même la périodicité plus ou moins régulière des crises générales.

Mais les investissements réalisés en ouvrant ces nouveaux secteurs de production, comme la modernisation des appareils productifs à laquelle ont procédé la plupart des grands pays capitalistes, ont contribué à abaisser le taux de profit global dans les grands pays capitalistes. Ce qui a freiné quelque peu le mouvement, c'est l'accroissement simultané mais moins rapide de la masse de la plus value à partager, obtenue en soumettant à

l'exploitation du capital des masses travailleuses supplémentaires.

Cela s'est fait dans les pays développés même, ou du moins dans certains d'entre eux comme la France par exemple, en chassant des campagnes et en prolétariant une fraction importante, voire majoritaire, de la paysannerie, ou encore en soumettant les paysans restés à la terre eux-mêmes, à une exploitation plus grande par les capitaux des industries alimentaires ou de la distribution.

Cela s'est fait de la même manière à l'échelle de l'ensemble de la planète. Des masses croissantes de paysans pauvres des campagnes des pays sous-développés ont été mises à la disposition du grand capital. Non point en général dans leur propre pays, mais en les forçant à s'expatrier dans les pays industriels. le capital français allait chercher des bras à exploiter jusqu'aux fin fonds du Mali, de la Mauritanie ou du Maroc. Le capital américain allait attirer des travailleurs dans le monde entier.

Mais la raison principale de la longueur de la période de relative prospérité est d'une part le caractère massif de l'intervention de chaque Etat en faveur de sa classe capitaliste, et d'autre part le développement sans précédent du crédit privé (en particulier bancaire). Autrement dit, le marché de chaque pays était soutenu par l'Etat et par le système bancaire, au prix d'un formidable endettement public et privé, au prix d'une inflation permanente.

Cette politique d'intervention systématique des Etats en faveur de leur classe capitaliste aurait conduit à brève échéance chacun d'entre eux à la faillite si, derrière chaque Etat national, il n'y avait pas eu l'Etat américain, appuyé sur la plus formidable puissance économique que le monde ait jamais connue. Dans le système monétaire mis en place à Bretton Woods au

lendemain de la guerre, les Etats-Unis se sont arrogés l'extraordinaire privilège de pouvoir financer, non seulement leurs dépenses intérieures mais aussi extérieures par une monnaie de leur fabrication. Dépenses qui correspondaient au coût du maintien de l'ordre impérialiste dans le monde que les Etats-Unis ont pris en charge, mais aussi à l'implantation et au développement d'entreprises américaines hors des frontières des U.S.A.

Ainsi donc, même les Etats qui, comme l'Allemagne, avaient axé leur politique économique sur la lutte contre l'inflation, quitte à ralentir la production, avaient choisi cette année de crise, de jouer la carte de l'inflation. Le budget de tous les grands pays industriels est en déficit pour 1975, le record appartenant à la Grande-Bretagne. Pour les seuls Etats-Unis, le déficit budgétaire prévu est de 60 milliards de dollars. En clair, c'est cette somme que l'Etat américain jetté sans contrepartie dans l'économie.

Les Etats capitalistes sont bien placés pour savoir où conduit cette politique de planche à billets à outrance. Mais ils n'ont pas le choix. Ils ne peuvent absolument pas se permettre de refuser d'aider par tous les moyens à leur disposition les secteurs menacés par la crise. Aucun Etat capitaliste ne peut se permettre de laisser la crise faire librement son oeuvre, c'est-à-dire pousser les prix industriels vers la baisse, et précipiter par là même l'élimination des entreprises les moins rentables. Pourtant, la crise est précisément ce purgatif, par l'intermédiaire duquel l'économie capitaliste se débarrasse périodiquement de ses secteurs les moins rentables et favorise la concentration des capitaux aux mains des plus puissants.

Le recul de la production ne s'accompagne pas d'un recul ou du moins d'une stagnation des prix. L'inflation mondiale est, au contraire, plus forte en cette année de crise 1975, qu'elle ne l'a été pendant l'année du "boom" spéculatif en 1973.

Ces aides massives des Etats ne peuvent de surcroît pas renverser la tendance à la crise à elles seules. Les capitalistes n'auront pas tendance à relancer leur production tant qu'ils ne s'attendent pas à une amélioration telle de la situation qu'ils puissent escompter vendre leur production avec le profit moyen. Et même s'ils relancent quelque peu leur production -ne serait-ce que pour avoir un stock minimum- il n'est pas sûr que s'enclenche le mécanisme de la reprise.

Il existe d'énormes capacités de production inutilisées -aux Etats-Unis l'appareil productif fonctionne à 65-70% de sa capacité- Il existe également un grand nombre d'ouvriers en chômage partiel. Il en résulte que la production des articles de consommation -comme par exemple l'automobile qui semble reprendre un peu- peut augmenter, sans que cela se traduise par des investissements nouveaux, donc, par une demande à l'industrie produisant des équipements ; sans même que cela se traduise par des embauches supplémentaires.

L'intervention financière de l'Etat peut même accroître le risque d'une aggravation de la crise dans le futur, sans aucun effet sur l'économie dans l'immédiat, en poussant à la création de forces productives supplémentaires, alors même que la crise exprime précisément qu'il y a trop de forces productives par rapport à la capacité d'absorption du marché capitaliste.

C'est ainsi par exemple qu'en France, l'Etat est engagé dans un vaste programme de financement des investissements dans la sidérurgie, alors même que les aciéries et les laminoirs travaillent en France à 60-70% de leur capacité ; alors même que le prix de vente des produits des aciéries s'est effondré.

Ces aides étatiques non seulement ne peuvent pas grand chose contre la crise, mais risquent encore de l'aggraver. Mais en attendant, elles aident les groupes capitalistes bénéficiaires à sauvegarder tant bien que

mal leur profit, et c'est au fond, l'essentiel de ce que ces groupes demandent à l'Etat.

L'argent nécessaire pour financer cette aide est prélevé, par le biais de l'inflation, sur le pouvoir d'achat des masses travailleuses.

L'IMPASSE MONETAIRE

La poursuite de la politique de subvention étatique à l'économie capitaliste, qui avait conduit à l'effondrement du système monétaire international, ne peut bien évidemment que rendre plus fragiles encore les relations monétaires. Chaque Etat capitaliste tente de se parer des deux côtés : verser ce qu'il peut verser à son économie, donc alimenter l'inflation ; mais en même temps, faire en sorte que l'inflation ne soit pas plus rapide chez soi, que chez ses voisins, de manière à ne pas défavoriser son commerce extérieur. Le résultat d'une situation où chaque Etat poursuit avec plus ou moins de bonheur ses propres objectifs est l'anarchie complète.

Dans le système de changes flottants qui est, aujourd'hui, à peu près général, la cote d'une monnaie varie continuellement. Même pas en fonction de la force ou de la faiblesse relative de chaque monnaie par rapport aux autres, mais en fonction de l'anticipation que les spéculateurs en font. Or du fait de l'abondance internationale des monnaies et des crédits, d'énormes quantités d'argent sont susceptibles de se déplacer d'un moment à l'autre, se changer d'une devise en une autre, et changer leurs cotes respectives. En réalité, la situation d'une monnaie par rapport à une autre, n'a plus qu'un rapport lointain avec la réalité économique. Une monnaie sous-estimée par rapport à une autre un jour, peut être surestimée le lendemain, sans que cette évolution puisse être prévisible.

Le dollar par exemple était coté 3,85 F à son cours le plus bas en automne 1973. Vers mars 1974, il était coté 5,35 F ! En cette année 1975, le dollar était coté avant les vacances à 3,99 F, pour atteindre en fin septembre, 4,58 F !

Autrement dit, en l'espace de quelques mois, des fluctuations de l'ordre de 15% et plus. On imagine les effets de telles fluctuations sur le commerce international : l'exportateur est incapable de prévoir à 15% près le prix exact qu'il touchera pour sa marchandise.

L'instabilité monétaire ajoute donc ses effets à ceux du rétrécissement du marché et de la politique protectrice des Etats pour ralentir le commerce international. Ce ralentissement se dessinait à la fin de 1974, il est devenu à quelques exceptions près général au début de 1975. D'effet il devient cause, et pèse d'autant plus sur les activités économiques d'un pays que celui-ci dépend davantage du marché mondial. C'est en particulier le cas des pays européens.

CHANGEMENT DES RAPPORTS DE FORCES

La crise met définitivement fin aux velléités des puissances impérialistes de seconde zone, européennes ou japonaise, de contester l'hégémonie économique des Etats-Unis.

Ayant développé leurs économies sur la base d'une énergie bon marché, favorisées sur le marché mondial par la dépréciation du dollar, les bourgeoisies européennes et japonaise pouvaient avoir l'illusion d'avoir comblé en partie l'énorme écart qui les séparait de la bourgeoisie américaine. En durcissant son attitude pour sauvegarder ses positions malgré la crise, l'impérialisme américain remet les choses à leur place.

Parce que l'économie américaine dépend moins des importations de pétrole que ses concurrents ; parce que le prix de l'énergie était dans le passé plus élevé aux Etats-Unis qu'ailleurs, la hausse du prix du pétrole qui a frappé de plein fouet les économies européennes, avantage les positions des Etats-Unis relativement à ses concurrents. De surcroît, l'augmentation du prix du pétrole sur le marché mondial revalorise et rentabilise à la fois le pétrole américain, mais aussi les énergies de substitution dont il a le quasi-monopole.

Ce changement de fond ajouté à l'utilisation du dollar comme arme économique font que les Etats-Unis sont en passe de retrouver les positions commerciales sur le marché international qui avaient été menacées auparavant. En reflet de cette situation, la balance commerciale américaine, largement déficitaire en 1972 et 1974, s'annonce largement excédentaire cette année. Changement obtenu en partie, certes, en pesant de façon protectionniste sur les importations, mais aussi, et contrairement à la plupart des autres pays capitalistes, en développant au détriment de ces derniers, les exportations américaines.

La crise n'a pas seulement accentué la domination de l'économie de l'impérialisme le plus puissant par rapport aux autres puissances impérialistes, mais a également renforcé la domination globale de l'impérialisme sur les pays du tiers monde.

Le renchérissement du prix des produits manufacturés a détérioré de façon brutale les termes de l'échange entre pays développés et pays sous-développés. Les pays semi-développés qui, dans la situation de relative prospérité antérieure, cherchaient à prendre une position sur le marché mondial pour leurs produits industriels, voient leurs espoirs s'envoler devant l'intensification de la guerre commerciale. Et ce qui est encore plus dramatique, c'est que les principaux produits alimentaires sont également contrôlés par les puissances impérialistes et la hausse de leur prix sur le marché mondial menace d'une famine particulièrement grave.

La crise n'a évidemment pas les mêmes conséquences catastrophiques sur l'économie de ces quelques pays sous-développés qui sont grands exportateurs des quelques matières premières devenues plus chères, comme le pétrole.

Cependant, si les classes dirigeantes de ces pays ont obtenu un certain accroissement de leur part dans le partage mondial de la plus value, il est illusoire de croire que les économies de ces pays peuvent s'engager sur la voie d'un développement harmonieux, permettant de mettre fin au retard sur les pays impérialistes. Un tel développement nécessitent un bouleversement révolutionnaire des structures économiques et sociales archaïques de ces pays, ce que les classes dirigeantes locales ne souhaitent pas et surtout, que l'impérialisme ne tolère pas.

Il est tout aussi illusoire de croire qu'une nouvelle puissance financière arabe serait née, et qu'elle serait susceptible de contester celle des grands pays impérialistes. La puissance financière des pays impérialistes repose sur une économie nationale puissante, même si cette puissance financière s'exerce parfois à l'échelle de la planète.

Avec des économies nationales sous-développées, l'Iran, l'Irak ou autre Arabie Séoudite non seulement ne peuvent pas prétendre à une place dans la direction financière du monde capitaliste, mais n'ont pas d'autre choix que de reverser leur argent à la disposition des banques et des monopoles (en particulier pétroliers d'ailleurs) des grandes puissances impérialistes établies.

CONCENTRATIONS ET MALTHUSIANISME ECONOMIQUE

La crise renforcera inévitablement le mouvement de concentration des capitaux, en particulier au profit des grands monopoles, multinationaux ou non.

Ces groupes et ces monopoles tirent leur épingle du jeu face à la crise, en réduisant leur production -parfois au-delà du rétrécissement du marché- et en augmentant leurs prix de façon considérable.

Les grands trusts du pétrole ont donné l'exemple à titre en quelque sorte préventif. Les bénéfices des trusts pétroliers se sont accrus dans des proportions importantes précisément au moment d'un recul de la consommation mondiale du pétrole, recul qu'ils ont contribué à provoquer avant même que la crise se développe. Grâce à ces bénéfices, les trusts pétroliers ont accentué leur mainmise sur d'autres secteurs de l'énergie tels que l'énergie nucléaire ou le charbon (mainmise réalisée antérieurement) concentrant ainsi de nouveaux domaines sous l'autorité de leurs capitaux.

A une autre échelle, et d'une autre manière, les quelques groupes qui dominent en France l'industrie automobile ont réagi face au rétrécissement de leur marché non pas en abaissant leur prix, mais au contraire en les augmentant de façon considérable. La loi de l'offre et de la demande, alibi du système capitaliste dans bien des cas, n'a pas cours pour les grands groupes.

La concentration des capitaux pendant la crise est encore favorisée par les Etats, dont les aides et les subventions sont destinées aux plus puissants des groupes capitalistes.

OFFENSIVE BOURGEOISE ET LE PROLETARIAT

Dans l'état actuel des choses, déjà, la crise s'est traduite par une offensive de la bourgeoisie contre les conditions de vie des travailleurs. L'accroissement du chômage, y compris les diverses formes de chômage partiel, comme l'aggravation de l'inflation traduisent cette offensive, destinée à tenter de sauvegarder le capital et le profit des capitalistes, au détriment de la classe ouvrière.

Si la crise ne s'approfondit pas et ne s'allonge pas, les Etats bourgeois chercheront à atténuer quelque peu le poids de cette offensive pour éviter les réactions violentes de la part d'un prolétariat qui, malgré la nature et la politique de ses grandes organisations, n'a nulle part subi de défaites majeures et a gardé intactes ses forces dans tous les grands pays capitalistes.

C'est ce but que visent toutes les mesures dites sociales ou d'aides diverses aux chômeurs etc... prises par les Etats capitalistes. Mais ces mesures ont nécessairement un caractère limité.

La prolongation et l'approfondissement de la crise ne peuvent que rendre l'offensive de la bourgeoisie plus brutale. Si les bourgeoisies les plus puissantes ont dans une certaine mesure la possibilité de sauvegarder leurs positions au détriment des bourgeoisies plus faibles, elles ne peuvent, les une et les autres, sauvegarder globalement leurs profits qu'au détriment de la classe ouvrière.

Tout dépend maintenant de la combativité de la classe ouvrière, et de sa cohésion autour d'un programme de lutte. Avancer un tel programme et contribuer à forger cette unité, sera la tâche de toutes les organisations ouvrières dans l'ensemble du monde capitaliste touché par la crise.

Les révolutionnaires et le mouvement ouvrier

- 1 - Les militants et les organisations révolutionnaires prolétariens n'ont pas seulement à résoudre le problème de leur liaison avec la classe ouvrière, ni celui d'organiser le combat de cette classe ouvrière contre le capitalisme et la classe bourgeoise. A chaque pas pour établir cette liaison ou mener ce combat, ils se heurtent aussi et en même temps au problème posé par l'existence d'un mouvement ouvrier et d'organisations ouvrières non révolutionnaires puissantes. Il n'y a donc pas de programme révolutionnaire, ni de politique révolutionnaire à notre époque qui puisse se passer de définir un programme et une politique des révolutionnaires vis-à-vis de ce mouvement ouvrier et ces organisations.
- 2 - Ces organisations sont le produit de cent cinquante ans de mouvement ouvrier réel, de ses victoires et de ses défaites, de ses forces et de ses faiblesses. A différentes reprises, surtout dans les pays industrialisés où la classe ouvrière est la plus nombreuse et a déjà une riche histoire, elle a su créer des organisations de masse, partis ou syndicats. Par leur origine,

les liens qu'elles entretiennent avec les travailleurs, les militants ouvriers qu'elles comptent dans leur rang et organisent, l'influence qu'elles ont sur de larges masses de travailleurs et même les illusions qu'ont les travailleurs à leur égard, ces organisations non seulement font partie du mouvement ouvrier, mais en constituent toujours la part essentielle face à des courants révolutionnaires faibles.

- 3 - D'un autre côté, les partis et syndicats de masse existant ont renoncé, pour ceux qui l'ont jamais fait, à défendre les intérêts fondamentaux historiques de la classe ouvrière. Partout ils sont aux mains d'appareils bureaucratisés qui échappent dans les faits à tout contrôle des travailleurs, que ce soient ceux qu'ils pré-tendent représenter ou que ce soient ceux qu'ils organisent réellement en leur sein. Ces appareils sont en fait les représentants au sein de la classe ouvrière des intérêts d'autres classes ou catégories sociales.
- 4 - La plupart de ces organisations se rattachent de près ou de loin aux deux grands courants qui depuis cinquante ans se partagent le mouvement ouvrier international : le courant social-démocrate d'une part, le courant stalinien de l'autre. Ces deux courants qui sont les produits de l'histoire du mouvement ouvrier mondial continuent encore aujourd'hui à dominer celui-ci et à exercer l'influence essentielle sur lui. De ce point de vue, l'exemple du Portugal est significatif. Durant cinquante ans de dictature, aucun mouvement de masse ne pouvait exister et le mouvement ouvrier devait se terrer, ne continuant à vivre que par de minces et faibles organisations politiques clandestines. Dès que ce mouvement ouvrier, la dictature renversée, put surgir et vivre au grand jour, c'est entre ces deux courants qu'il se partagea.
- 5 - Le courant social-démocrate est celui qui le plus ouvertement se place dans le camp de la bourgeoisie et se présente comme défenseur de la société bourgeoise. Partout où il représente une force politique importante, il a pu, à diverses reprises, faire partie de gouvernements bourgeois ou même les diriger. Ceci est vrai

dans les pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou les Pays Scandinaves, où il domine quasi complètement le mouvement ouvrier et les syndicats. C'est vrai aussi dans les pays comme la France, l'Italie ou le Portugal, où il doit partager cette influence avec le courant stalinien et même lui en laisser souvent la plus grande part.

- 6 - Le courant social-démocrate s'est constitué à une époque où dans les pays impérialistes, à cause du pillage du reste du monde, certaines couches de la classe ouvrière purent recevoir certains priviléges. La place qu'il occupe toujours dans le mouvement ouvrier à l'échelle internationale s'explique par le fait que, vaille que vaille, l'impérialisme a pu maintenir ces priviléges pour l'aristocratie ouvrière et du coup les illusions de certaines couches de travailleurs. Mais elle s'explique aussi par le fait que le courant stalinien, soit par une politique sectaire menée à certaines périodes, soit surtout à cause de l'exemple donné par l'U.R.S.S., a repoussé une bonne partie des travailleurs qui assimilent le communisme à la privation des libertés.
- 7 - Dans les pays sous-développés le courant social-démocrate a connu fort peu de succès. Cela s'explique bien sûr par le fait que dans ces pays il ne pouvait être question pour de larges couches du prolétariat - quand ce prolétariat existait - d'accéder aux petits priviléges de certaines couches de la classe ouvrière des pays impérialistes. A cela s'ajoute le fait que les sociaux-démocrates se sont fait les champions du système parlementariste bourgeois. Si cela leur a valu de pouvoir accéder au gouvernement dans un certain nombre de pays impérialistes, c'était une voie sans espoir dans des pays sous-développés qui ne peuvent s'offrir le luxe d'un tel système de gouvernement.
- 8 - Le courant stalinien ne représente pas plus que le courant social-démocrate les véritables intérêts du prolétariat. Il s'est constitué au moment du déclin de

la révolution russe et sous la fausse couverture d'une idéologie communiste comme le défenseur des intérêts de la bureaucratie russe. Aujourd'hui les partis staliniens, quand ils ne représentent plus simplement les intérêts de la bureaucratie de l'Etat soviétique, tentent de plus en plus de jouer le rôle de la social-démocratie soit en la supplantant là où elle est faible comme en Italie, soit en faisant alliance avec elle comme en France ou peut-être en Espagne demain. A cause de son origine, de son idéologie communiste, de ses liens avec l'U.R.S.S. et de ses moindres liens avec la bourgeoisie, le courant stalinien influence souvent les couches de travailleurs les plus militants. Dans les pays où son influence est égale à celle de la social-démocratie, il regroupe l'énorme majorité des travailleurs militants. Et même là, comme en Grande-Bretagne par exemple, où son influence semble très faible par rapport au courant social-démocrate, c'est souvent dans les rangs du petit parti stalinien que l'on trouve les militants ouvriers les plus conscients et les plus combatifs.

- 9 - Contrairement au courant social-démocrate le courant stalinien a une certaine influence sur le mouvement ouvrier des pays sous-développés, même lorsque ce mouvement est embryonnaire ou naissant. En général le mouvement ouvrier subit là une terrible pression des politiciens et partis nationalistes. Les staliniens, liés davantage à la bureaucratie russe que directement à l'impérialisme comme les sociaux-démocrates, peuvent se présenter comme des nationalistes et des anti-impérialistes. Ils peuvent entrer en concurrence sur leur terrain avec les autres partis nationalistes bourgeois ou s'allier avec eux.
- 10- Dans certains pays, comme la Chine et le Vietnam, les partis staliniens sont même parvenus au pouvoir sur la base d'une politique nationaliste. Mais pour ce faire ils se sont transformés complètement, abandonnant le terrain de la classe ouvrière pour celui des classes sociales bourgeois nationalistes. Ces partis -même s'ils se réclament toujours du stalinisme- ne sont plus

en rien des partis ouvriers au sens où nous disons plus haut que le sont les partis sociaux-démocrates ou staliniens, et leur nature n'est plus en rien déterminée par des liens avec la classe ouvrière. La politique que doivent avoir les révolutionnaires à leur égard est donc une toute autre question que celle de la politique à avoir vis-à-vis des partis ouvriers non-révolutionnaires.

- 11- Dans quelques pays cependant existent de puissantes organisations ouvrières, particulièrement syndicales, surgies réellement à partir du mouvement ouvrier, et non simples appendices du pouvoir d'Etat comme les syndicats de maints pays dictatoriaux, qui ne sont ni social-démocrates ni stalinien. C'est le cas des syndicats américains de l'A.F.L.-C.I.O., constitués dans un pays où l'impérialisme était si puissant que la bourgeoisie a pu négocier directement avec les syndicats le sort des couches privilégiées de la classe ouvrière sans avoir besoin d'un parti ouvrier réformiste. C'est aussi le cas, bien différent politiquement, de la C.G.T. argentine, où une période exceptionnelle à la fin de la deuxième guerre mondiale a permis à un parti nationaliste bourgeois de s'attacher la bureaucratie syndicale ouvrière. Loin de représenter davantage les intérêts des travailleurs que les sociaux-démocrates ou les staliniens, de telles organisations ouvrières sont encore plus réactionnaires sur le plan politique. Elles se sont faites les agents directs dans la classe ouvrière de partis bourgeois, comme le parti démocrate aux Etats-Unis ou le parti péroniste en Argentine.
- 12- Quels que soient leurs liens avec le prolétariat, toutes ces organisations de la classe ouvrière ne défendent pas ses intérêts fondamentaux mais ceux des classes ou des couches sociales ennemis. La construction d'un parti ouvrier révolutionnaire suppose qu'une fraction au moins des militants ouvriers soit gagnée aux idées révolutionnaires. Elle suppose le dépassement des partis ouvriers actuels par une partie du prolétariat gagnée à l'influence des révolutionnaires. Un tel processus est

évidemment encore plus indispensable pour une révolution socialiste et l'établissement d'un pouvoir ouvrier dont ces partis sont les adversaires.

- 13- Partout les communistes révolutionnaires doivent donc opposer leur politique -une politique révolutionnaire, une politique qui corresponde aux intérêts fondamentaux du prolétariat- à la politique de ces organisations ouvrières. Leur tâche est de montrer, à chaque fois, en toutes circonstances, en quoi la politique de ces organisations est une politique fondamentalement bourgeoise. Et en aucun cas les liens de ces partis ou syndicats avec le prolétariat, le fait qu'une grande partie de la classe ouvrière soit sous leur influence, ou qu'un grand nombre de militants ouvriers soient organisés par eux, ne doit servir d'excuse à une politique suiviste à leur égard. Une fraction au moins des militants et de la classe ouvrière ne sera gagnée aux idées révolutionnaires que si les révolutionnaires confrontent publiquement leur politique avec celle des réformistes, des staliniens ou de n'importe quelles directions ouvrières influentes.
- 14- D'un autre côté, la lutte de classe ne cesse pas et la classe ouvrière ne continue pas moins son combat économique ou politique, même avec des directions et des organisations non-révolutionnaires. Bien plus, ces directions, parce qu'elles ne sont pas simplement des partis bourgeois mais des représentants de la bourgeoisie auprès de la classe ouvrière, doivent bien souvent prendre part à ces luttes, en prendre la direction. Même la très réactionnaire A.F.L.-C.I.O. est capable de mener des luttes, et même des luttes très dures, à la tête de tout ou partie du prolétariat américain. C'est vrai à plus forte raison des dirigeants sociaux-démocrates et surtout staliniens. D'autre part au cours de ces luttes les travailleurs cherchent à réaliser leur unité sachant que celle-ci, même pour des buts limités, est le gage de leur succès face à la bourgeoisie et aux capitalistes.
- 15- Les communistes révolutionnaires ne peuvent donc se contenter de dénoncer la politique des organisations ouvrières, d'en montrer les limites et les trahisons.

Ils doivent aussi être prêts à faire en sorte que l'unité de la classe ouvrière, dans la lutte contre les capitalistes, puisse se réaliser même sur des objectifs limités. Ils ne doivent pas seulement être prêts à lutter aux côtés des organisations ouvrières lorsque celles-ci, bon gré mal gré, ont dû s'engager dans cette lutte. Ils doivent avoir une politique - c'est-à-dire proposer des objectifs et les moyens de les atteindre - qui à tout moment soit adaptée à la situation de la classe ouvrière et au rapport des forces. Ils doivent avoir une politique qui soit permettre à la classe ouvrière de réaliser son unité, quelles que soient ses divisions politiques du moment, dans la lutte pour un certain nombre d'objectifs économiques et politiques, soit démontre clairement que ce ne sont pas les révolutionnaires qui empêchent la réalisation de l'unité pour des buts plus limités, mais les directions ouvrières réformistes qui refusent même ce combat-là.

- 16- Le problème posé aux révolutionnaires par l'existence d'organisations ouvrières conservatrices ou réactionnaires ne peut être résolu ni par une politique opportuniste, ni par une politique sectaire. Ces organisations, émanations du mouvement ouvrier, sont également le reflet, même déformé, de l'état du mouvement ouvrier lui-même. C'est de cet état réel du mouvement ouvrier que les révolutionnaires doivent partir. Gagner une fraction du prolétariat aux idées révolutionnaires ne peut se faire qu'en affirmant l'existence, à tous moments, d'un courant révolutionnaire et d'une politique révolutionnaire radicalement différente. Mais aussi en prouvant par une politique juste vis-à-vis des organisations ouvrières que ce courant révolutionnaire est, à tout moment et quels que soient l'état et la situation de la classe ouvrière et de ses organisations, celui qui est le plus à même de proposer une politique qui permette à la classe ouvrière d'avancer et de remporter des victoires sur la voie de sa libération.

La IV^e Internationale à reconstruire

Tout en reconvoquant une conférence internationale telle que nous en faisons depuis 1970, nous avons pris un certain nombre d'initiatives cette année en direction du mouvement trotskyste. Nous ferons dans un texte à part le bilan de ces initiatives et les perspectives que nous avons dans ce domaine.

Le texte ci-dessous est consacré à nos positions politiques sur le mouvement trotskyste international.

Près de soixante ans après la Révolution Russe, nulle part dans le monde le prolétariat n'a été capable de prendre le pouvoir, ni même simplement d'être en situation de le prendre. A l'heure actuelle, le prolétariat ne dispose dans aucun pays du monde de l'instrument nécessaire à son émancipation, le parti révolutionnaire prolétarien.

Cette situation est due pour une large part incon-testablement à des facteurs objectifs, c'est-à-dire à des facteurs qui, totalement ou partiellement, sont exté-rieurs au mouvement révolutionnaire. Les pays impérialis-tes ont trouvé au cours des trois décennies passées une certaine stabilité. Ils ont été capables de surmonter les effets de la deuxième guerre mondiale, puis -du moins jusqu'à une époque récente- à éviter la généralisation des crises de leur économie. La prospérité relative de l'économie capitaliste, l'absence en tous cas d'ébranle-ments analogues à ceux qui avaient secoué l'économie ca-pitaliste entre les deux guerres, l'absence de chômage massif ou de baisse brutale du pouvoir d'achat pour de larges fractions de la classe ouvrière, ont contribué à renforcer au sein de celle-ci l'illusion qu'il lui est possible de faire l'économie d'une révolution, qu'il lui était possible d'améliorer son sort dans le cadre de la société capitaliste.

La relative stabilité de l'impérialisme a prolongé l'existence de la bureaucratie soviétique et lui a donné également une forme de stabilité. Plus exactement, il y a un lien dialectique entre la stabilisation relative de l'un et de l'autre, car l'influence de la bureaucratie soviétique sur le mouvement ouvrier par l'intermédiaire de partis staliniens est également un facteur de stabili-sation pour la société capitaliste.

Le "tiers-monde" a connu pourtant des mouvements so-ciaux importants. Dirigés par des organisations petites-bourgeoises nationalistes, hostiles à toute perspective internationaliste, ces mouvements n'ont cependant pas affecté fondamentalement la stabilité des pays impéria-listes. L'absence de directions prolétariennes a été un facteur déterminant dans le fait que, dans tous les pays sous-développés du monde, les mouvements d'émancipation ont été dirigés par des organisations nationalistes. Le stalinisme a joué sans doute, là aussi, un rôle fonda-mental. Mais on touche là déjà les facteurs subjectifs et, en particulier, l'incapacité de la IVème Interna-tionale à créer des organisations prolétariennes dans les pays opprimés par l'impérialisme. Car, en effet, outre

ces circonstances extérieures aux organisations révolutionnaires, il existe aussi des facteurs qu'on peut qualifier de subjectifs en ce qui concerne l'évolution des organisations politiques révolutionnaires prolétariennes, c'est-à-dire leur capacité plus ou moins grande de se mesurer sur le plan idéologique et pratique aux tâches de l'heure.

Se contenter d'évoquer les "facteurs historiques objectifs" pour tout expliquer, c'est une manière de cesser de voir les choses en marxiste pour devenir mécaniste et tourner le dos à l'intervention consciente des individus et des groupes dans le processus historique.

Si l'on passe en revue l'histoire des cinquante dernières années, il est clair qu'auprès la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique et de l'Internationale Communiste dans son sillage, la seule tentative sérieuse, aussi bien sur le plan de la théorie que sur celui de l'action, pour assurer la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire, a été celle de l'Opposition de Gauche et de la IVème Internationale.

La IVème Internationale a eu le mérite, et ce fut le rôle historique de Léon Trotsky, de maintenir la continuité politique du mouvement révolutionnaire, successivement incarnée par l'Association Internationale des Travailleurs de Marx et Engels, par la IIème Internationale jusqu'à la Première Guerre Mondiale, et par l'Internationale Communiste des années 1919-1923. Elle a accumulé un capital théorique précieux en ce qui concerne l'analyse de la dégénérescence stalinienne, conséquence de la défaite des révolutions en Europe en 1917-19 et ensuite, principal facteur de stagnation du mouvement ouvrier. C'est un capital considérable. La création de la IVème Internationale en 1938 était une nécessité.

A l'heure actuelle, il existe à l'échelle internationale un courant trotskyste qui, au moins sur le plan de ses références programmatiques fondamentales, se réclame de la nécessité d'une organisation et d'une politi-

que prolétariennes indépendantes, et se donne pour but l'instauration de la dictature démocratique du prolétariat. Il est le seul courant de ce genre.

D'autres courants qui se réclament plus ou moins explicitement de la révolution prolétarienne -en particulier les différentes variantes des groupes dits "capitalistes d'Etat"- ne se sont jamais structurés à l'échelle internationale et en ont même abandonné l'idée dans les faits. Ils ne sont jamais véritablement parvenus à élaborer une ligne politique propre, se définissant pour la plupart d'entre eux par rapport au courant trotskyste, dont un grand nombre d'entre eux est d'ailleurs issu.

Quant aux groupes dits "maoïstes", s'ils existent dans la quasi-totalité des pays, et s'ils ont même une audience notable dans un certain nombre de pays sous-développés, ils représentent, lorsqu'ils représentent quelque chose en propre, des courants populistes visant ouvertement à mettre la classe ouvrière à la remorque d'intérêts bourgeois. L'abandon explicite du terrain de classe en fait des organisations qui, lorsqu'elles parviennent à se développer, représentent d'autres intérêts que ceux du prolétariat.

Mais si le courant trotskyste existe à l'échelle internationale, s'il existe même des organismes internationaux qui prétendent assumer la direction de ce courant, la IVème Internationale a manifestement échoué dans sa tentative de remédier à la banqueroute de la IIIème. Trente-sept ans après sa création, elle est encore constituée uniquement de groupuscules rivaux, sans audience réelle. Le fait qu'aucune des organisations se réclamant des différents organismes internationaux n'ait pu devenir un parti révolutionnaire solidement implanté dans la classe ouvrière de son pays et dirigeant les luttes de cette dernière ; le fait que, à bien plus forte raison, aucune de ces organisations n'ait pu diriger la classe ouvrière de son pays au pouvoir, peut toujours être imputé à des facteurs objectifs. En tout cas, on touche là le domaine des hypothèses et des supputations.

Mais là où le bilan de trente-sept ans d'histoire se traduit par un échec indiscutable, c'est que le mouvement trotskyste n'est pas parvenu à se donner une direction internationale vivante, compétente et efficace, ne serait-ce qu'au niveau des possibilités et du degré de développement du mouvement.

Cela ne se traduit pas seulement par l'existence de plusieurs organismes internationaux, chacun prétendant peu ou prou être la seule direction, alors que leur nombre même jette quelques doutes sur ce genre de prétention. C'est ainsi qu'à côté du Secrétariat Unifié, dont un grand nombre de sections nationales ont scissionné ces dernières années suivant la ligne de partage des deux principales fractions de la direction internationale, il existe d'autres regroupements internationaux. On peut citer en particulier, la IVème Internationale "posadiste" (comme elle s'intitule elle-même) ; le Comité International formé autour du groupe anglais Revolutionary Workers' Party ; le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IVème Internationale formé autour de l'organisation française A.J.S.-O.C.I. ; la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale issue d'une scission du précédent ; sans compter d'autres regroupements ou tentatives.

Mais l'inexistence d'une direction se traduit également et, on peut l'ajouter, surtout, par le fait qu'aucun de ces organismes internationaux n'a réellement d'autorité sur ses propres sections. Aucun n'est parvenu à sélectionner une direction internationale qui mérite de par sa compétence le respect de ses propres sections. Ils s'interdisent tous la possibilité même d'y parvenir, en cherchant à masquer l'absence d'une autorité politique réelle par des méthodes bureaucratiques et administratives.

Et ce qui est pire, c'est que tous les groupes ri-vaux qui prétendent être la direction internationale, ont purement et simplement abandonné le camp du prolétariat, y compris sur le plan idéologique.

La majorité pense que le prolétariat industriel peut, en partie, être remplacé dans ses tâches historiques par d'autres forces ou catégories sociales : dans les pays sous-développés par la paysannerie ou les intellectuels nationalistes. Le fait qu'ils ne prétendent pas que ces forces sociales soient capables de construire de "véritables" Etats ouvriers n'y change rien, car dans la notion "Etats ouvriers déformés", c'est la notion d'Etat ouvrier qui est prédominante.

L'abandon du prolétariat sur le plan idéologique les a conduit, dans les pays industrialisés, à donner une importance exagérée au rôle de certaines catégories sociales non-prolétariennes, les étudiants et les intellectuels, en particulier.

Cet abandon du prolétariat sur le plan idéologique et politique s'est traduit sur le plan pratique et organisationnel de bien des manières.

Le Secrétariat Unifié, principal organisme international de par le nombre d'organisations trotskystes qui s'en réclament et de par le fait que, sur le plan organisationnel formel, il détient l'héritage de la IVème Internationale formée par Trotsky, s'est refusé dans les faits à construire des sections dans la plupart des pays sous-développés où il y avait des mouvements nationalistes radicaux puissants.

Dans ce domaine, la faillite est flagrante. Malgré l'importance de sa section française, par exemple, le prétendue IVème Internationale n'a jamais construit jusqu'à une période récente des sections dans les colonies de l'impérialisme français, en particulier en Algérie. La raison n'en est nullement la difficulté matérielle et humaine. Il s'agit d'un choix politique conscient. La prétendue IVème Internationale a préféré soutenir les organisations petites-bourgeoises nationalistes algériennes.

De la même manière, encore que pour des raisons sans doute différentes, une des principales organisations trotskystes du monde, le S.W.P. des Etats-Unis, a été tout à fait incapable d'offrir une perspective au mouvement noir américain, se contentant de s'aligner derrière les organisations nationalistes petites-bourgeoises de ce mouvement.

Dans certains pays industrialisés, l'abandon du camp du prolétariat a amené des organisations trotskystes à confondre le soutien aux mouvements d'émancipation nationale avec l'identification au niveau politique de l'organisation prolétarienne avec les organisations nationalistes petites-bourgeoises. C'est ainsi qu'en France, on a vu deux tendances se réclamant de la IVème Internationale s'aligner derrière deux tendances rivales du mouvement d'émancipation de l'Algérie qu'ils parèrent de toutes sortes de vertus révolutionnaires et socialistes.

Le fait que le Secrétariat Unifié n'ait jamais tenté de construire des sections en direction des Démocraties Populaires et de l'U.R.S.S. relève de la même abdication politique. Il n'a même pas tenté de créer des regroupements trotskystes dans l'émigration, en particulier dans l'émigration hongroise d'après 1956 ; dans l'émigration tchécoslovaque d'après 1968 ; ou encore, dans l'émigration polonaise des dernières années.

Il est indispensable de tirer le bilan de cette somme d'échecs et d'abdications. Dans les faits, la IVème Internationale n'a pas survécu à la Deuxième Guerre Mondiale. Ce n'est pas son programme qui est en cause. Nous pensons même que c'est ce programme, et le fait de se référer à la fondation de la IVème Internationale, qui est le principal, sinon le seul, facteur de cohésion du courant trotskyste et de son maintien comme courant original, dépositaire de la continuité révolutionnaire prolétarienne.

Ce programme lui-même cependant, n'était pas au sens rigoureux l'œuvre de la IVème Internationale, il n'était pas le fruit de l'expérience de cette dernière mais l'œuvre d'un seul homme, Trotsky, formé par le Parti

Bolchévique et l'Opposition de Gauche en Russie.

Si, par l'intermédiaire de Trotsky, la IVème Internationale a pu hériter des expériences du Parti Bolchévique et de la IIIème Internationale, qui était elle-même dépositaire des expériences des Internationales précédentes, et traduire cet héritage en programme, elle n'a pas hérité des hommes. Le stalinisme, en liquidant toute une génération de révolutionnaires, a brisé la continuité du mouvement révolutionnaire. Les hommes qui reprirent le programme n'étaient pas sélectionnés, formés, armés et préparés à la tâche. Ils se sont révélés incapables d'assimiler un programme qui était le fruit d'une toute autre génération. Le résultat fut qu'ils le trahirent dans les faits tout en le répétant dans leurs écrits.

La violence stalinienne est parvenue à couper le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier. Pendant plusieurs décennies, l'idéologie révolutionnaire n'a réussi à survivre que dans les seuls milieux de la petite-bourgeoisie intellectuelle. En fait, la caractéristique des organisations trotskystes est d'avoir été incapables de quitter leur milieu originel.

Trotsky lui-même ayant, à de nombreuses reprises, attiré l'attention des organisations trotskystes sur la nécessité d'imposer des mesures organisationnelles pour forcer les militants d'origine petite-bourgeoise à rompre avec leur milieu afin de se mettre au service de la classe ouvrière. Cette pratique organisationnelle, les organisations trotskystes n'ont pas su comment la mener et ont été incapables de la réaliser. A l'heure actuelle, elles y ont ouvertement renoncé.

L'échec des organisations trotskystes est venu de leur façon de s'adapter passivement aux conditions extérieures, et en particulier à leur propre milieu d'origine. Une organisation révolutionnaire peut, à l'origine, être composée d'intellectuels et de petit-bourgeois mais elle ne doit pas le rester. Il est nécessaire que ses liaisons, ses contacts et ses préoccupations se tournent vers les ouvriers. Cela demande un effort, des méthodes

organisationnelles, une pression sur les membres de l'organisation, toutes choses qui sont extrêmement difficiles. Mais en dehors de cela, point de salut ! Si l'organisation révolutionnaire composée de petit-bourgeois attend passivement que les ouvriers viennent à elle à cause de la justesse des idées qu'elle défend, elle attendra jusqu'à la fin des temps.

C'est là l'histoire de toutes les organisations trotskystes qui en viennent maintenant à faire de nécessité vertu et à prétendre que ce sont les étudiants et l'avant-garde qui permettront de catalyser et de mettre en mouvement la classe ouvrière pour lui donner une conscience de classe révolutionnaire. D'autres avaient déjà prétendu la même chose il y a très longtemps et on pouvait penser que le mythe de l'action exemplaire avait disparu en même temps que l'anarchisme. C'est tragique et en même temps révélateur de leur composition sociale de voir cette idée reprise par des organisations trotskystes.

Bien des courants issus du courant trotskyste ont constaté le bilan d'échec de la IVème Internationale depuis la mort de Trotsky. Les uns en se détournant des organismes qui s'intitulaient la IVème Internationale, se sont également détournés du programme trotskyste. Pour la plupart, ils ont disparu sans laisser de traces, et les rares qui sont restés n'ont pas mieux réussi, au contraire, que le mouvement trotskyste.

Les autres continuaient à se réclamer du trotskysme, mais ont été en général incapables d'analyser les causes de l'échec de la IVème Internationale, et surtout, ils ont été incapables de changer de méthodes et de pratiques organisationnelles. Les mêmes causes engendrant les mêmes effets, ils ont recréé, avec des variantes, les copies conformes des organisations qu'ils avaient quittées.

Pour notre part, nous considérons tout d'abord que la reconstruction indispensable de la IVème Internationale ne peut se faire que sur la base du programme trotskyste. Cette reconstruction implique la construc-

tion, dans tous les pays du monde, d'organisations prolétariennes.

Cela implique une délimitation rigoureuse, tant politique qu'organisationnelle, du terrain de classe sur lequel les révolutionnaires doivent se placer. Face aux conceptions populistes renaissantes dans les pays impérialistes comme dans les pays arriérés ; face aux "fronts" de toutes sortes visant à mettre la classe ouvrière à la remorque d'organisations et d'intérêts bourgeois, les révolutionnaires doivent défendre la nécessité d'une organisation et d'une politique indépendantes, se donnant pour but l'instauration de la dictature du prolétariat.

Cela implique des pratiques organisationnelles justes. Les militants à former, quelle que soit leur origine sociale, doivent placer le centre de gravité de leurs activités, qu'il s'agisse de la propagande ou de l'intervention, à l'intérieur de la classe ouvrière. Cela oblige à demander à tous les membres d'origine petite-bourgeoise de prouver leur dévouement et leur compétence pour le recrutement et la formation des ouvriers. Si un militant petit-bourgeois n'est pas capable, pour une raison ou pour une autre, de consacrer à ce travail la majeure partie de ses activités, ni d'y prouver son efficacité, il doit être écarté de toutes les possibilités de prise de décisions à l'intérieur de l'organisation. Ce n'est pas un problème de programme ou de statuts, mais une orientation de nos activités et du recrutement.

La sélection et la formation d'une direction internationale compétente par des sections qui abordent avec sérieux la construction de l'organisation n'est pas non plus une question de statuts. Aucune organisation, aucun groupe d'individus, ne peut s'attribuer artificiellement une autorité qu'ils n'auront pas gagné en montrant que, sur la base d'un programme politique défini, ils sont aussi compétents que possible par rapport aux tâches de l'heure.

Une direction internationale est cependant indispensable. Il n'est pas possible de militer sur le terrain du trotskysme, du programme de Transition, sans se fixer comme objectif la construction de la IVème Internationale. Les tentatives de le faire, artificiellement, par le sommet, ont échoué. Il faut que les organisations qui sont réellement préoccupées de se protéger de la pression petite-bourgeoise s'engagent dans une activité commune leur permettant à terme de sélectionner une direction compétente et bénéficiant de la confiance de toutes.